



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E-mail : communistes@sitecommunistes.org

18/11/2021

Macron : des cadeaux au capital et des coups portés au peuple.

Une seule réponse : la lutte

Macron et son gouvernement ont permis aux grandes entreprises d'augmenter leurs profits (article 742-11/11/2021) par toutes sortes de subventions directes et indirectes comme la baisse de 10 milliards d'euros par an des impôts de production ou la baisse du taux d'imposition de 25 % contre 33,3 % en début de quinquennat, "train de la relance" pour donner encore 70 milliards d'euros de plus pour les entreprises, puis "plan de la relance" 30 milliards de plus sur cinq ans de cadeaux aux entreprises, avec un plan d'investissement pour la ré-industrialisation et la transition écologique, il vient d'ajouté 2 milliards dans l'enveloppe etc....

* Il continue à réduire les moyens de la santé publique, les soignants se dépensent sans compter et l'hôpital est au bord de l'explosion. Emmanuel Macron se targue d'avoir augmenté les personnels soignants de 200 à 400 euros par mois et d'avoir investi massivement dans la santé : un mensonge. Son gouvernement est responsable de la fermeture de 5.700 lits d'hospitalisation complète en 2020 dans les établissements de santé français, l'ensemble des mesures annoncées depuis la pandémie, n'ont répondu à aucune des attentes des soignants qui constatent au quotidien le démantèlement continu et programmé du service public hospitalier, chaque jour les personnels sont dans l'action nos résumés économiques et sociaux sur notre site en témoignent.

* Les 5 millions d'agents de la fonction publique ont vu leur pouvoir d'achat diminuer d'année en année depuis 2010. La valeur du point d'indice n'a quasiment pas augmenté depuis plus de dix ans. Le manque à gagner chaque mois s'élève à plus de 300 € par mois pour des fonctionnaires de catégorie C, dont les traitements ne sont pas très élevés, pour ceux de catégorie B ou A, la perte est plus importante, comprise entre presque 500€ et 900€.

Rien non plus pour les plus modestes.

Selon une évaluation de l'Institut des politiques publiques (IPP) dévoilée ce mardi :

* **la politique fiscale d'Emmanuel Macron a très peu profité aux retraités**, la variation du niveau de vie de la quasi-intégralité d'entre eux étant inférieur à 1 % sur cinq ans, sauf pour les bénéficiaires du minimum vieillesse (+ 5 %). Raison de plus pour **manifestez partout le 2 décembre à l'appel de 9 organisations syndicales**.

* les mesures et réformes du gouvernement, comme celle de l'APL en pleine pandémie, a pour les 1 % des plus pauvres fait baisser de 0,17 %, leur revenu, soit une perte de 8,43 euros sur le quinquennat. Ce constat est valable jusqu'aux 5 % des plus modestes, l'impact sur leur niveau de vie variant entre - 0,5 et + 0,5 %.

* **Seuls les plus riches des plus riches sont les premiers bénéficiaires** et ont le plus profité des mesures sociales et fiscales décidées par le gouvernement depuis 2017, selon cette étude, les très riches restent les premiers gagnants des choix fiscaux du gouvernement. Entre 2017 et 2022, les mesures sociales et fiscales ont fait augmenter de 2,8 % le niveau de vie du 1 % des Français les plus aisés (qui vivent avec 126 654,20 euros en moyenne par an), soit un gain moyen de 3 518,53 euros, pour le 1 % des plus aisés le gain de niveau de vie est de 4,1 %

* **Le 9 novembre Macron a esquissé un début de programme**. Il a montré sa détermination d'aller jusqu'au bout de son quinquennat pour **les attaques antisociales**.

* Il dit repousser la réforme des retraites à après l'élection, il promet qu'elle aura lieu en 2022 et annonce la couleur : il faudra partir plus tard pour la retraite, au moins 64 ans, fin des régimes spéciaux et un alignement du public sur le privé... Déjà, **le Sénat** a estimé qu'il y avait urgence à agir et a voté, vendredi dernier, un **report** progressif de l'âge de départ à la retraite **de 62 à 64 ans**.

Alors oui il y a urgence à agir et bloquer les prétentions du capital et de ses serviteurs. **9 organisations de**

retraité(e)s appellent à une manifestation nationale le 2 décembre, cette manifestation concerne donc aussi les salariés.

* Il vante sa catastrophique réforme de l'assurance chômage *qui frappe d'abord ceux qui doivent d'être protégés, c'est-à-dire les plus précaires* alternants contrats courts et chômage, entrée en vigueur au 1^{er} octobre. 1,15 million de demandeurs d'emploi devraient subir une baisse de leurs indemnités, au cours de la première année d'application. **La CGT appelle à un rassemblement le samedi 4 décembre pour réclamer l'annulation de la réforme.**

* Il a le toupet de prétendre avoir fait reculer la précarité, notamment chez les jeunes, alors que celle-ci explose chez les étudiants, depuis son élection, Macron a baissé les aides directes de l'Etat de 40 euros par an et par étudiant, en moyenne, alors que le coût de la vie, lui, a augmenté de 10 % sur la même période. 41,2 millions d'euros d'aides directes aux étudiants (APL, bourses, etc.) supprimés et avec le « *revenu d'engagement* » qui devrait concerner 500.000 jeunes de 18 à 26 ans pour 15 à 20 heures deviendraient pour 500 euros maximum par mois, c'est une main-d'œuvre hyper bon marché et complètement précaire qui est offerte au patronat.

* Il annonce, « **encore une !** », une loi de programmation pour la sécurité intérieure en préparation pour début 2022, qui « *allégera les contraintes bureaucratiques pour la police* ». Il donne des armes répressives supplémentaires au patronat et à l'État pour soumettre un peu plus la population.

* **Etatiser, privatiser c'est le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.** Les gouvernements successifs se sont évertués à en assécher le financement à coups d'exonérations, pour mieux justifier ensuite les tours de vis destinés à rééquilibrer les comptes. Macron compte bien finir le travail *sous le titre ronflant de la Grande Sécurité Sociale*. L'objectif poursuivi par le gouvernement est clair : diminuer la part des cotisations patronales (concrètement, depuis 2018, il a déjà divisé par deux les cotisations patronales d'assurance-maladie) et les remplacer par de la TVA, payée par l'ensemble des ménages, développer les assurances privées.

Macron et son gouvernement sont déterminés à mener les attaques antisociales jusqu'au bout, main dans la main avec le patronat sur toutes les questions. Ils poursuivent leur objectif : soumettre toute la société au service du capitalisme, de ses multinationales.

Le monde du travail n'a jamais été autant pressuré en augmentant les rythmes et le temps de travail, en accentuant la précarité, la flexibilité, en bloquant les salaires. L'enrichissement du capital se fait au prix d'une exploitation de plus en plus dure et Macron persiste et signe dans son discours du 9 novembre pour encore des cadeaux « *en taxant moins le travail encore* ».

A l'offensive pour riposter aux attaques du gouvernement et du capital.

Il n'y a que la lutte partout et tous ensemble contre les aggravations que le gouvernement et le capital veulent nous imposer et **lutter immédiatement sur les revendications et imposer une réelle augmentation des salaires et des aides sociales pour tous, le SMIC à 2 100 euros** et des embauches massives dans les services publics et les entreprises contre la surcharge de travail et pour faire reculer le chômage.

La lutte toujours, partout, de plus en plus fort, car on sait que rien ne se passera sans les luttes et on sait l'importance de la convergence des luttes. Parmi les luttes notons l'initiative de **la fédération CGT de la Métallurgie appelle à une manifestation nationale à Paris, devant le siège du patronat (UIMM) de la branche, le jeudi 25 novembre.**

Le capitalisme détient le pouvoir, il repart toujours à l'attaque contre les acquis du peuple, pour exploiter toujours plus. Les luttes économiques et sociales sont irremplaçables, ce sont les luttes qui de tout temps ont imposé des augmentations de salaires, des avancées sociales.... La lutte politique est aussi centrale, pour faire changer fondamentalement les choses. Le capitalisme n'a qu'un but et un seul : le profit et rien d'autre. Il est possible de faire une autre politique, de changer de société à condition de s'attaquer au capitalisme pour permettre un développement économique et social au service du peuple.

Lutter avec persévérance jusqu'à l'abattre, changer de société, sur tous les sujets on le voit, la question d'en finir avec le capitalisme est posée. Rejoignez ce combat.